

REVUE DE PRESSE Samedi 16 décembre 2017



L'infographie

Noël: les Français vont dépenser la moitié de leur budget en ligne

Comment faites-vous vos emplettes de Noël?

49%



auprès de commerçants uniquement en ligne



auprès de grandes surfaces

17%



auprès de boutiques de proximité indépendantes

Des cadeaux utiles plutôt que futiles

les cadeaux utiles représentent 62% du budget des Français



38% pour des cadeaux coup de cœur et futiles

Sources: comarketing-news.fr - Statista

Pourquoi préférez-vous faire vos achats en ligne ?

prix bas / bonnes affaires

37%

variété des produits

livraison gratuite

15

17%

pas de trafic / queue

15%

disponibilité des produits

achat pendant le travail
■ 1%

19* trouvent le shopping en magasin stressant

4% trouvent l'achat en ligne stressant

Quand débutent les achats de Noël en France ?

17% avant le 1er novembre

29% première moitié de novembre

seconde moitié de novembre

première moitié de décembre

seconde moitié de décembre



INFOGRAPHIE CL

- Les élus et le monde économique ont de nouveau bloqué un TGV en gare d'Angoulême hier
- Une réunion est prévue avec SNCF mercredi à Bordeaux Le «bras de fer» est bien engagé.



Bruit: la ministre envisage des mesures complémentaires

Élisabeth Borne, la ministre des Transports, semble avoir intégré la défiance des riverains de la LGV qui se plaignent des nuisances sonores. Dans sa réponse à une question de la sénatrice Nicole Bonnefoy, elle reconnaît que «la réalementation [_] se basant sur la mesure d'un bruit moyen, il faudra sans doute aussi compléter les mesures en cours par une vérification des pics sonores enregistrés» Avec la nécessité, s'ils étaient «excessivement pénalisants», de atrouver le cadre adapté pour traiter cette situation». La ministre a par ailleurs promis de réunir les collectivités territoriales concernées en début d'année apour prescrire éventuellement un nombre de travaux indispensables auprès du concessionnaires

TGV: la Charente ne lâche pas

Jean-François BARRÉ

ncore quelques manifs et les patrons charentais vont sortir les merguez et le brasero sur le quai des TGV bloqués. Et hier ma-tin sous la pluie battante, Xavier Bonnefont, le maire LR d'Angoulême, aurait pu brandir un poing rageur pour l'affirmer avec force «Le bras de fer a commencé et il va falloir le terminer.»

Hier matin, donc, les élus du Département, de GrandAngoulême, des chefs d'entreprise, des usagers régulier du TGV entre Bordeaux et Angoulême sont revenus enva hir les voies SNCF et défier le TGV 8434 de 9h27 à destination de Paris. «Il est hors de question d'arrêter tant que nous n'aurons pas satisfaction», martèle Jean-François Dauré, le président de l'Agglo. «Mobilisation, motivation», soutient en écho François Bonneau, le

patron du Département. Coup de colère après l'annulation d'un rendez-vous prévu avec la direction de SNCF mercredi dernier. Tour de chauffe et muscles apparents avant la rencontre prévue

mercredi prochain à Bordeaux avec Rachel Picard, responsable des TGV auprès de Guillaume Pepy à la SNCF, dans le bureau d'Alain Rousset, président de la Région. Les élus charentais y seront «et la Région portera les doléances de la Charente», promet William Jacquillard, le conseiller régional charentais devenu spécialiste du ferroviaire. Les élus envisagent même d'organiser, parce qu'en train ce serait compliqué, un... bus de supporters.

60 % prennent le train pour des raisons professionnelles.

L'enjeu est éminemment et presque exclusivement économique. C'est retrouver des dessertes qui permettent des liaisons avec la capitale régionale à des heures compatibles avec le business. La sup pression de TGV le matin et en fin d'après-midi vient de sérieusement

depuis Bordeaux ou Poitiers. «60 % des gens qui prennent le train à Angoulême le font pour des raisons professionnelles», martèle Jean-François Dauré (lire ci-contre) pour justifier la mobilisation et le blocage des trains, envisager un durcissement des actions.

Voyager gassez viten

compliquer les choses, d'allonger

les journées de travail des «pendu-

laires», ces salariés qui viennent chaque jour travailler à Angoulême

Dans les discussions revient sans cesse l'exemple de Naval Group (ex-DCNS) qui chercherait à recruter des ingénieurs et cadres de très haut niveau, qui peinerait à le faire faute de liaisons confortables et adaptées entre la capitale, Bordeaux et Angoulême. Philippe Sutre, le président de l'Union patronale, le confirme. «Je rencontre tous les jours des entreprises pénalisées par ces changements d'horaires.» «Depuis la LGV, appuie aussi William Jacquillard, des directions départementales d'entreprises en ont profité pour recon-centrer leurs activités, notamment sur Bordeaux, y ont installé leur siège, à l'instar d'Orange. Avec la nécessité de faire voyager leurs salariés "assez vite" pour que tout le monde s'y retrouve.» Ainsi, 37 personnels de la justice font chaque jour l'aller-retour.

La question des dessertes pourrait mettre à mal ce modèle. Les élus avancent pourtant des arguments. «C'est une gare qui, sur le plan commercial, fonctionne», rappelle Xavier Bonnefont. La troisième dans la région en termes d'attractivité, selon SNCF. «C'est avant tout, insiste Jean-François Dauré, la gare de la Charente et bien audelà, quand Guillaume Pepy voudrait la réduire à la gare de 45 000 habitants.» Les élus se souviennent surtout que des promesses leur avaient été faites. «Jai relu la convention qui disait bien

Angoulême, première «gare business» dans le grand sud-ouest

Elle n'a pas encore été publiée, mais les éléments clés de l'enquête réalisée par un cabinet indépendant en mars dernier pour le compte de l'Observatoire socio-économique SEA (Sud Europe Atlantique) ont fuité. Récemment présentée au comité scientifique et au comité de suivi de la LGV, cette «enquête voyageurs» devrait conforter les élus, les acteurs économiques et les usagers pros dans leur démarche Réalisée en mars, avant la mise en service de la LGV début juillet, l'étude, sur les quais de six gares du sud-ouest (Bordeaux, Toulouse, Angoulême, Poitiers, La Rochelle et Libourne) - leur apprend, dans les grandes lignes, qu'à Angoulême, comme à Libourne, plus de 50 % des déplacements en TGV sont effectués pour un motif professionnel.

Il en ressort également que 10 % des voyageurs TGV en empruntent un tous les jours. C'est le pourcentage le plus important de la région. Rares sont les voyageurs qui prennent le TGV tous les jours pour leurs loisirs. C'est l'indicateur qui établit la prééminence de l'usage pro, entreprises ou salariés «pendulaires». À titre de comparaison, seuls 4 % des utilisateurs TGV de Poitiers voyagent tous les jours. C'est encore sur le quai de la gare d'Angoulême que les voyageurs TGV déclarent être le moins «souples: sur les horaires en raison d'impératifs professionnels. C'est encore à Angoulême que les voyageurs indiquent en premier critère de choix la rapidité et la qualité des liaisons, bien avant le critère prix.



festations d'élus et de chefs d'entreprise restent policées. Le ton pourrait changer, envisagent quelques-uns, en cas de fin de non-recevoir

un niveau au moins équivalent à avant. Le niveau et la qualité», rappelle François Bonneau. Il leur sera peut-être difficile de faire modifier en urgence une grille nationale déjà entrée en vigueur depuis lundi. Reste les horaires d'été sur lesquels travaillerait déjà SNCF. Et les élus comptent beau coup sur la réunion autour du président de Région mercredi. Ses proches semblent confiants. «On a rarement vu le président Rousset être présent sans rien obtenir.»

99 La phrase

«Depuis que la LGV Paris-Bordeaux existe, il y a de moins en moins de trains pour Angoulême, c'est fou!»

Dominique BESNEHARD, directeur du FFA

Sur France Inter, jeudi, le producteur et patron du Festival du film francophone d'Angoulême s'est fâché pour défendre les intérêts de sa terre d'adoption, «Il y a un problème. Parfois, il y a des énarques, des conseillers, qui sont pires que les politiques. Ça me touche Je connais bien la province, j'ai un festival à Angoulême. Je me bats pour qu'il y ait du cinéma en ville. Si un jour on me demande d'aller en périphérie, je n'irai pas!» Ça a le mérite de la clarté. 3illet

oup de Jarnac: coup de maître, habile et imprévu, ayant pris avec le temps une connotation de coup déloyal et pernicieux.» Ce n'est pas le dernier épisode du «House of Cards» à la cognaçaise diffusé en continu depuis quinze jours qui va aider les justes de Jarnac à redorer le blason du coup tactique qui a rendu célèbre le sieur Guy de Chabot en 1547. Face au coût de Cognac,

Le bon coup de Jarnac

c'est donc du Jarnacais que sont partis les coups qui ont fait tomber Michel Gourinchas de la présidence de l'agglo de Cognac. Expert en coups en tout genre – fins, de billards ou tordus –, François Mitterrand doit apprécier le spectacle. Accusé de traîtrise, Jérôme Sourisseau plaide la bonne foi et jure la main sur le cœur qu'il n'a participé à aucune intrigue. Vraie ou fausse, la plaidoirie fait rire du rondpoint de la Trâche jusqu'à celui de Saint-Jacques. Voire au-delà. Président mal élu et attendu au tournant, il va devoir être habile pour créer un minimum de confiance avec des élus du Cognaçais boudeurs et sur la défensive. Et il va en falloir de la souplesse pour orchestrer un exécutif où se côtoient désormais le maire de Jarnac, François Raby, et le leader de son opposition, Jérôme Royer, invité surprise à la table des 14 chefs. Alliés à l'agglo, adversaires à la ville: la schizophrénie guette. Vivement le prochain épisode.

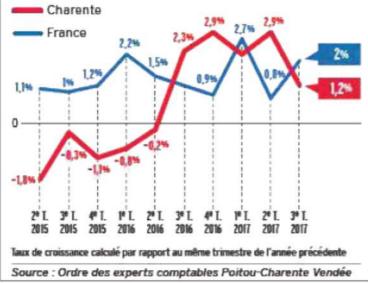
1 K

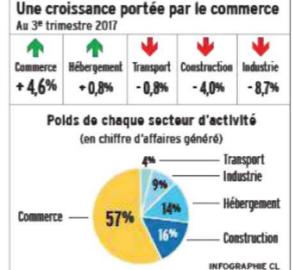
Le commerce booste l'activité charentaise

Avec 1,2 % de croissance au troisième trimestre 2017, les PME charentaises affichent une hausse d'activité pour le cinquième trimestre consécutif. Commerce et hébergement portent la dynamique.



Ces données sont récupérées via les télé-déclarations des experts-comptables sur le portail Jedeclare.com. Elles concernent toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 20.000 € et 50 millions d'€.





Amandine COGNARD a.cognard@charentelibre.fr

n n'avait pas vu cela depuis la crise de 2008», assure Mikaël Hugonnet, le président de l'ordre des experts-comptables de Poitou-Charentes et Vendée. Au troisième trimestre 2017, l'activité des TPE PME charentaises est en hausse de 1,2 % par rapport au troisième trimestre 2016. Après avoir affiché pendant plusieurs années une activité en baisse, cela fait désormais cinq trimestres de suite que les petites et moyennes entreprises du département renouent avec la croissance. «Longtemps à la traîne par rapport aux chiffres nationaux, et notamment aux départements comptant une grosse métropole, la Charente, comme les Deux-Sèvres ou la Vienne, semble rattraper son retard. Et bénéficier, enfin, elle aussi de la reprise», analyse le représentant des experts-comptables.

Ce sursaut d'activité est principalement dû au commerce, qui a enregistré au troisième trimestre 4,6 % de plus de chiffre d'affaires que sur la même période en 2016. Soit une croissance supérieure à la hausse nationale (2 %), qui s'inscrit dans la durée depuis le troisième trimestre 2016.

Plus de fraîcheur

Avec l'hébergement (+0,8 %), le commerce est le seul secteur à connaître une évolution positive. Largement majoritaire dans le département (57 % du chiffre d'affaires généré), ses bons résultats ont un fort impact sur le niveau global de l'activité des PME. «C'est de bon augure, cela signifie que la consommation des ménages repart», commente Mikaël Hugonnet. Au contraire, l'industrie, qui ne représente que 9 % de l'activité en Charente, affiche un chiffre d'affaires en forte baisse: 8,7 % au troisième trimestre 2017. Au niveau national, au contraire, le secteur est en croissance de 1,9 % sur cette

période. «La chute d'activité de

l'industrie est plutôt structurelle, notamment dans des départements comme la Charente qui ne possèdent pas de vrai cœur industriel historique», constate l'expertcomptable de Parthenay.

L'ordre des experts-comptables de Poitou-Charentes et Vendée, dont le bureau a changé en début d'année, a décidé de publier chaque trimestre ces indicateurs d'activité, en se basant sur les déclarations de TVA sur le site jedeclare.com (soit environ 15 % des déclarations des entreprises). «Ce qui donne le montant du chiffre d'affaires et le montant des investissements, explique Mikaël Hugonnet. Il existait déjà les analyses Banque de France, qui sont très fiables mais ne paraissent qu'une fois par an, et avec six mois environ de décalage. Nous voulions montrer l'évolution du tissu économique local avec plus de fraîcheur.» Les toutes petites et très grosses entreprises sont exclues «pour ne pas fausser la tendance, et se concentrer sur ce qui nous intéresse: les PME».

■ Le Centre régional de traitement à l'eau chaude de la pépinière viticole de la région du cognac est lancé ■ Un outil pour protéger plants et greffons des maladies.

De l'eau chaude pour des plants de vignes sains

Gilles BIOLLEY g.biolley@charentelibre.fr

e projet avait été lancé il y a deux ans, dans le cadre d'un partenariat entre le Syndicat des pépiniéristes viticolles de la région du cognac et le Conservatoire du vignoble charentais. Il est entré hier dans sa première phase de réalisation avec la pose symbolique de la première pierre. Le Centre régional de traitement à l'eau chaude de la pépinière viticole de la région du cognac sortira de terre en avril prochain, à l'arrière de l'Ampélopole de Cherves-Richemont qui abrite le Conservatoire, sur un terrain mis gracieusement à disposition par la commune. «Un équipement primordial pour l'avenir du vignoble», a tenu à souligner ravi Lilian Jousson, le président du Conservatoire. «Une date qui va compter pour notre profession, premier maillon de la chaîne viticole», a relevé pour sa part François Bodin, le président du syndicat des pépiniéristes, à l'heure des traditionnelles allocutions.

«Pas un vaccin»

Piloté par un groupement d'intérêt économique (GIE), ce centre innovant (lire encadré) a pour objectif de sécuriser l'ensemble



François Bodin (à gauche) et Lilian Jousson ont procédé à la pose symbolique d'une première pierre originale, l'enfouissement d'une bouteille de chauché, vieux cépage symbole du Conservatoire, et d'une autre contenant un plant de vigne.

du matériel végétal (greffons, porte-greffe, plants) produit par les adhérents du syndicat (1) contre des maladies de la vigne ciblées. La flavescence en particulier, mais aussi le bois noir et la maladie de Pierce, même si celle-là reste encore aux portes la France, récemment détectée en Italie. «Il bénéficiera aux pépiniéristes charentais qui pourront compter sur l'ensemble du matériel de production, tout en maîtrisant leurs intrants phytosanitaires. Comme à l'ensemble de la viticulture charentaise puisque cet outil lui assurera, notamment sur les lots issus de zones à risques, une totale garantie de pureté sanitaire des plants», souligne François Bodin. Aux vignes mères en conduite biologique également puisqu'un traitement à l'eau chaude complémentaire leur est nécessaire.

Des plants sains, traités naturellement donc pour éradiquer ces maladies à la base, ce qui ne signifie pas non plus les en prémunir. «Ce n'est pas un vaccin, il ne permet pas de protéger les plants d'une contamination ultérieure au vignoble», précise Sébastien [...] le but est d'avoir à en traiter le moins possible, ce qui signifierait

ce qui signifierait que les maladies sont en recul.

Julliard, le directeur du Conservatoire, tout aussi impatient de voir cet équipement fonctionner. «Même si le but est d'avoir à en traiter le moins possible, ce qui signifierait que les maladies sont en recul», conclut-il.

(1) Le syndicat pèse près de 85 % de la production charentaise. Elle s'est élevée à 26 millions de plants en 2017, record historique.

Un bain à 50° C durant 45 minutes

Inauguré en présence de nombreux acteurs qui ont contribué à son financement pour un coût de 340 000 euros (l'agence de l'eau Adour-Garonne pour 50 %, les collectivités, entreprises, fondations Crédit agricole, syndicat des pépiniéristes), le centre s'étendra sur 300 mètres carrés. Un bâtiment isolé, équipé d'un matériel de traitement spécifique qui fonctionnera «au quotidien, sur rendez-vous», indique François Bodin.

Alimenté par une chaudière, un bac d'eau de 6 mètres cubes recevra les plants qui y baigneront dans un panier 45 minutes dans une eau à 50 degrés Celsius. La meilleure combinaison température/temps pour obtenir en permanence de bons résultats, seule méthode garante de l'élimination du phytoplasme dans les bois et les plants pour les autorités publiques. Ce centre innovant sur le territoire sera en mesure de traiter 4 millions de plants par an si besoin.

Cognac: les joutes nautiques dans le creux de la vague

L'association tenait son assemblée générale, hier soir aux Récollets. Sans adhérent supplémentaire, son avenir est menacé.

Julie PASQUIER j.pasquier@charentelibre.fr

ls ont terminé la saison avec 41 adhérents... Mais seulement une trentaine de pratiquants. Pas suffisant pour exercer leur activité comme ils le voudraient. Les membres des Joutes nautiques cognaçaises étaient réunis hier soir au couvent des Récollets pour dresser le bilan de leur année. Mais surtout évoquer l'avenir. Le point avec Delphine Doublet, présidente depuis deux ans.

On ne vous a pas beaucoup vus sur l'eau, cette année. C'est lié à quoi?

Delphine Doublet. On a eu une saison un peu compliquée parce qu'on n'était pas nombreux. Mais on a fait quasiment toutes les démonstrations qu'on avait prévu de faire à Cognac, cinq représentations au total. Ce qu'on n'a pas pu faire, en revanche, ce sont nos sorties dans des villes extérieures. C'était impossible à vingt de se dire: «Allez, on part». On ne voulait pas faire de déplacements extérieurs si c'était pour décevoir. Et on nous a moins vus, aussi, parce qu'on a raccourci nos entraînements, beaucoup de mardis sont tombés à l'eau... C'est vrai, les Joutes ont été un peu discrètes cette année.

Comment expliquez-vous ce désintérêt pour l'association ?

C'est une activité historique à Cognac. Ça plaît toujours. Mais ce qui refroidit, c'est que de septembre à mai, quand on n'est pas sur l'eau, on demande aux adhérents de se retrousser les manches pour pomper, peindre...



Les Joutes nautiques cognaçaises peinent à recruter de nouveaux pratiquants.

Photo archives CL

Avant, nous n'avions pas à gérer l'entretien des embarcations... Il faut qu'on aille frapper aux portes des entreprises, pour trouver de nouveaux pratiquants.

Votre ancienne trésorière, qui avait détourné 3.600 €, a été condamnée en octobre. Avez-vous récupéré tout votre argent?

Oui, on avait déjà récupéré 90 % de la somme avant son passage au tribunal. C'est aujourd'hui une histoire ancienne. L'affaire est classée. Il a fallu deux ans à notre nouvelle trésorière pour tout remettre à plat, mais nous pouvons envisager l'avenir plus sereine-

ment. Notre budget est relativement équilibré.

Vous êtes présidente depuis deux ans et vous aimeriez passer la main...

Oui, c'est un peu compliqué d'être sur tous les fronts. Il y a peu de candidatures... Ça fait un peu peur. Est-ce qu'on va devoir met-tre l'association en stand-by? J'aimerais passer la main mais je ne laisserai pas tomber l'association. Parce que c'est vraiment chouette. Ce qu'on voudrait, cette année, c'est au minimum maintenir les démonstrations à Cognac. Les joutes, c'est un beau spectacle, ça nous tient vraiment à cœur.

CHÂTEAUBERNARD

Assemblée générale des boules lyonnaises ce matin. L'association sportive des Verriers, section lyonnaises, tient son assemblée générale ce matin à 11 h, au boulo-drome situé au 10, rue des Quillettes à Châteaubernard.

Les coiffes se mettent à la page

Antenne, nature, patrimoine, loisirs (ANLP) publie un livret sur les coiffes et costumes anciens, qui ressuscite une exposition mémorable.

Marc BALTZER m.baltzer@charentelibre.fr

l'était un moment rare. En septembre 2016, à la médiathèque de Cherves-Richemont, ANLP présentait une exposition sur les costumes anciens, particulièrement les coiffes des XIX° et XX° siècles en vallée de l'Antenne. Un thème quasimilitant, aux yeux l'association. «Le travail de la pierre, celui des hommes en général, on en parle beaucoup dans les ouvrages sur le patrimoine, note le bénévole Pierre Couprie. Celui des femmes a été un peu occulté.»

Pas à Cherves-Richemont, donc, où l'initiative d'ANLP avait rencontré son public au-delà des attentes. En deux jours, 650 curieux s'étaient régalés de voir réunis pour une fois, autant de coiffes et de costumes locaux. «Des membres de l'association et des particuliers nous avaient confié de vrais petits trésors», se souvient avec émoi la bénévole Jacqueline Forestier, qui s'est prise de passion pour le sujet. Parce qu'il aurait été dommage de voir tous ces «trésors» retourner dans



Les bénévoles voulaient conserver une trace des trésors présentés l'an dernier à Cherves.

leurs armoires sans en conserver de trace, ANLP a converti l'exposition en un livret d'une vingtaine de pages, facile à lire et joliment illustré. On y apprend notamment la manière avec laquelle le folklore a unifié les traditions artificiellement, dans l'idée d'en faire une représentation globale et donc imprécise.

Il s'agit du neuvième livret de ce type, après ceux consacrés au chanvre, à la toponymie de Javrezac ou aux arbres remarquables. De la vallée de l'Antenne, bien sûr, à laquelle ANLP dédie ses recherches. Le petit bouquin est disponible à l'office de tourisme, au Musée d'art et d'histoire de Cognac et dans les points de vente habituels d'ANLP.

«Coiffes et costumes en vallée de l'Antenne du XIX' au début du XX'». Prix 7 euros.

CHATEAUBERNARD

Disney toutes générations

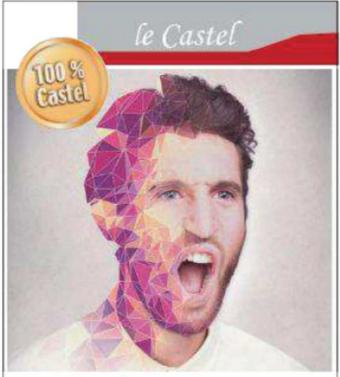
Disney d'hier à aujourd'hui.
La compagnie charentaise
Créascène a rassemblé dans
un même spectacle les
personnages les plus connus
(de la Reine des Neiges à Dark

Vador, en passant par Mickey) du célébrissime créateur pour 🍷 fêter Noël, o demain à Châteaubernard. Basée dans cette commune depuis o deux ans, la troupe interprète Féerie Disney à trois reprises, adans un Castel transformé en maison du père Noël. Cette petite comédie musicale et

costumée reprend les grands airs des films de Disney, mise en scène par Stéphanie Brigot.

«Féerie Disney», ce dimanche à 14h15, 16h et 18h au Castel, Châteaubernard. De 12 à 15€. 07.85.99.11.31.





5 places* pour BROKEN BACK

Folk Rock Electro

Samedi 13 janvier à 20h30 Le Castel Châteaubernard

*Attribution des places par tirage au sort, un gagnant par foyer.



444896

CHÂTEAUBERNARD

M^m Renée POIRIER (†), son épouse ; Hélène, Claude (†), Nicole et Laurence, ses enfants, et leurs conjoints ; Lydie, Chrislène, Charles, Mélanie, Benjamin et Amélie, ses petits-enfants, et leurs conjoints ; ses arrière-petits-enfants, sa sœur, ses beaux-frères et ses belles-sœurs ansi que toute la famille ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Marcel POIRIER,

retraité de Saint-Gobain,

survenu dans sa 93° année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le mardi 19 décembre 2017, à 14 h 30, en la chapelle des Templiers du bourg de Châteaubernard, suivies de la crémation dans l'intimité familiale.

M. POIRIER repose à la maison funéraire du Plassin, entrée nº 2, à Gensac-la-Pallue, où la famille recevra les visites lundi 18 décembre, de 15 h à 17 h.

PF Hervolt-F. Laclert, maison fun éraire du Plassin, 32, rue Balzac, Cognac, Jamac, Segonzac, tél. 05.45.360.360.

Brexit: l'Europe entre dans le dur

L'Union européenne estime avoir reçu du Royaume Uni les engagements nécessaires à la poursuite du Brexit. Mais la phase 2 s'annonce «beaucoup plus difficile».

'Union européenne à 27 a formellement approuvé hier l'ouverture d'une nouvelle phase de négociations avec le Royaume-Uni, incluant leur future relation commerciale, en prévenant qu'elle serait «beaucoup plus difficile» que les premières discussions sur le Brexit.

La Première ministre britannique, Theresa May, a immédiatement salué la nouvelle depuis Londres, se réjouissant d'un «pas important sur le chemin d'un Brexit en douceur et ordonné, et l'élaboration d'un futur partenariat étroit et spécial».

La veille, avant de quitter Bruxelles, elle avait appelé les 27 à lancer «le plus vite possible» ces discussions sur leurs relations post-Brexit, cruciales pour l'avenir du pays une fois qu'il aura quitté l'Union européenne fin européenne mars 2019, lors d'une intervention applaudie par ses homologues. «Certains d'entre nous, dont moi, pensent qu'elle a fait de gros efforts et cela devait être reconnu», a commenté le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Il a également affirmé que sa «confiance» en Theresa May était «intacte». Avant de mettre en garde sur le fait que «la deuxième phase des négociations sera beaucoup plus difficile» que la première, comme l'avait déjà affirmé Donald Tusk. Les «directives de négociations» adoptées hier par les 27 entérinent



Négociateur de l'Union européenne, le Français Michel Barnier (debout) sera encore au centre des prochaines discussions. Photo AFP

les progrès sur les dossiers strictement liés à la séparation, que l'UE avait érigés en condition pour boucler la première phase des négociations ouvertes en juin.

Période de transition

L'Union européenne demandait pour avancer des engagements sur trois fronts: le sort des citoyens expatriés après le divorce, l'avenir de la frontière entre l'Irlande et la province d'Irlande du Nord et le règlement financier du Brexit. Elle estime les avoir reçus grâce à l'accord préliminaire bouclé il y a une semaine à Bruxelles.

Arrivée affaiblie à Bruxelles après un vote de son Parlement lui imposant un droit de regard final des députés britanniques sur l'accord de retrait de l'UE, Theresa May a donc obtenu un feu vert pour les négociations commerciales qu'elle réclame depuis des mois. Toutefois les dirigeants européens sont prêts à ouvrir dès janvier 2018 la négociation d'une période de transition d'environ deux ans demandée par Londres. Mais lors de cette parenthèse, le Royaume-Uni devra continuer d'appliquer les règles européennes, sans participer «à la prise de décision» au sein de l'UE, selon le texte adopté hier.

Et les 27 ne prévoient d'adopter qu'en mars 2018 des directives de négociations plus précises sur les futures relations commerciales avec Londres après cette période de transition.

Macron mise sur Merkel et parie sur 2018

mmanuel Macron a affiché hier à Bruxelles sa «détermination» à faire avancer en 2018 son ambitieux projet de «refonder» l'Europe, malgré les incertitudes politiques en Allemagne qui freinent la mise en œuvre de ses projets.

«Nous pouvons aborder l'année qui vient avec la même détermination et le même volontarisme», a déclaré le président français à l'issue de son troisième sommet européen à Bruxelles depuis son élection. Il s'est ainsi placé dans la lignée de son «discours fondateur» sur l'Europe, prononcé le 24 septembre à La Sorbonne, au cours duquel il avait énuméré une longue série d'initiatives pour relancer «le rêve européen». Emmanuel Macron a tenu à s'afficher devant la presse aux côtés de la chancelière allemande Angela Merkel, avec laquelle «on a une idée assez claire de là où on veut aller».

La zone euro en jeu

Il s'est ainsi projeté dans la perspective du maintien de Angela Merkel à son poste alors que cette dernière débute de délicates négociations avec les sociaux-démocrates pour tenter de construire une majorité gouvernementale. «Le travail que mène la chancelère est essentiel non seulement pour l'Allemagne, mais pour toute l'UE et la zone euro», a plaidé le président français. «Nous avons besoin d'une Allemagne forte, stable, pour pouvoir avancer», a-t-il dit.

Le fait que l'Allemagne soit privée de gouvernement effectif de-



puis les élections du 24 septembre handicape cependant la stratégie lancée par Emmanuel Macron depuis son élection.

Aucune décision sur le renforcement de la zone euro, une des priorités de Paris, n'a pu ainsi être prise ces derniers mois.

Mais «la réflexion avance», souligne l'Elysée, et Angela Merkel a affirmé hier vouloir arriver à une position commune en mars prochain sur les réformes de la zone euro. «Nous allons trouver une solution commune, car c'est nécessaire pour l'Europe (...) Quand on veut, on peut», a insisté la chancelière. La proposition de Emmanuel Macron de doter la zone euro d'un ministre des Finances et d'un budget est cependant loin de faire l'unanimité en Allemagne, même si les sociaux-démocrates semblent plus favorables aux idées du président français. Pour Paris, une entente avec Berlin est plus que jamais indispensable pour «refonder» l'Europe, car la plupart des autres pays semblent se focaliser sur leurs agendas nationaux.

Le Smic

9,88 euros de l'heure

Le Smic augmentera de 1,24 % au 1er janvier 2018, sans coup de pouce, a annoncé hier le ministère du Travail dans un communiqué, ce qui le fait passer de 9,76 à 9,88 euros brut de l'heure. Cette revalorisation mécanique portera le Smic à 1498.47 euros brut mensuels pour un temps plein, soit une hausse de 18,20 euros par rapport à 2017. Mais en net, la hausse sera plus forte, à la faveur de baisses de cotisations salariales, pas entièrement compensées par une hausse de la CSG. Le ministère parle d'une «augmentation de 35 euros par mois et 428 euros par an». Le Smic horaire net s'établira à 7,83 euros, soit 1.188 euros mensuels, selon le ministère du Travail. Comme lors des cinq dernières revalorisations. le gouvernement n'a pas accordé de coup de pouce.

L'impôt sur la fortune immobilière rétabli

FISC L'Assemblée a rétabli hier, en nouvelle lecture au projet de budget 2018, l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), supprimé par le Sénat. Pour la droite, le mode de calcul de ce nouvel impôt qui doit remplacer l'ISF, est « un mensonge d'Etat ». Partisan d'une suppression pure et simple de l'ISF, le président de la commission des Finances Eric Woerth (LR) a estimé que le nouvel IFI taxerait l'immobilier sur une base plus large que l'ISF auparavant, avec moins de possibilités de déductions.



LE CHIFFRE DU JOUR

0

millions de bouteilles de cognac ont été expédiées ces douze derniers mois dans les filiales de distribution du monde entier (chiffre arrêté à la fin novembre 2017). Ces expéditions croissent de 11,5 % et ont dégagé un chiffre d'affaires de 3,176 milliards d'euros (valeur au départ de France et non au détail sur les marchés étrangers). La filière s'approche d'un record.

TGV : la lutte des Charentais continue

et usagers ont bloqué le TGV, hier. Objectif: mettre la pression sur la SNCF avant une réunion qui doit avoir lieu mercredi

ANTOINE BENEYTOU angouleme@sudouest.fr

ataille du rail, aïe aïe aïe ! » Ils ont remis ça. Une semaine après une première action de blocage, plus de 100 manifestants ont de nouveau protesté contre la dégradation de la desserte TGV en gare d'Angoulême. Là encore, élus, usagers ou encore chefs d'entreprises sont descendus sur les rails. Cette fois, c'est le TGV de 9 h 26 reliant Bordeaux à Paris qui a été ralenti.

Malgré la pluie, les manifestants n'ont pas rechigné à descendre sur les rails pour bloquer, durant cinq bonnes minutes, un train arrivé avec une vingtaine de minutes de retard en gare d'Angoulême : « Cela montre notre détermination et que l'on est prêt à tout », insistait Jean-François Dauré, président socialiste du Grand Angoulême. Avant cela, les personnes mobilisées s'étaient rassemblées sur le parvis de la gare pour prendre le café sous une grande tente montée par la Ville d'Angoulême: « Les choses se professionnalisent », souriait Xavier Bonnefont, le maire de la

Une réunion mercredi

Une action, en forme de coup de pression, à quelques jours d'une rencontre avec Rachel Picard, bras droit du président de la SNCF, Guillaume Pépy, sur les questions de TGV. Mercredi matin, les élus la rencontreront à Bordeaux, à l'hôtel de région. Une rencontre qui a été reportée cette semaine, provo-



Sous la pluie, les manifestants ont bloqué le TGV de 9 h 26 à destination de Paris. PH. VINCIANE JACQUET

quant la colère des élus charentais. Lesquels espèrent peser pour obtenir une modification des horaires et une meilleure desserte à partir de juillet prochain. « C'est le mo-

« Le bras de fer commence et il va falloir que l'on tienne » ment de mettre la pression », martèle Jean-François Dauré. « C'est jouable, vu qu'ils ont modifié les horaires sans nous

avertir », ironise-t-il. François Bonneau, quant à lui, demande à la SNCF de respecter la convention signée avec les élus charentais. « Je l'ai relu, cela comprend un certain niveau et une qualité des dessertes. Notamment pour le monde économique avec des trains le matin et le soir. » « Le monde économique est conscient des difficultés qui l'attendent », ne cache pas Daniel Braud, président de la Chambre de commerce et d'industrie. Idem pour Philippe Sutre, de l'union patronale, qui dit avoir « des remontées de salariés pénalisés » par ces modifications d'horaires. « Il n'y aura pas de développement des villes moyennes sans desserte ferroviaire », appuie Xavier Bonnefont.

D'autres formes d'actions

Leitmotiv du jour: garder le cap et poursuivre la mobilisation. Chacun leur tour, les élus ont ainsi galvanisé les troupes: « C'est l'avenir du territoire qui est en jeu. Il est hors de question d'arrêter », exhorte Jean-François Dauré. Pour le président du Département: « La SNCF nous oublie, à nous de nous rappeler à leur bon souvenir », a-t-il lancé, avant d'inviter les manifestants à

« aller sur les voies fermement et calmement ». Xavier Bonnefont ne dit pas autre chose : « Ce n'est pas parce qu'il y a une réunion mercredi, qu'il va falloir arrêter. Le bras de fer commence et il fauttenir. » Et le premier magistrat d'insister sur le manque de trains entre Angoulème et Paris, les après-midi : « C'est inconcevable. Je ne comprends pas la logique de la SNCF. Angoulème est une gare qui fonctionne sur le plan commercial, qui estviable. . . » François Bonneau y voit ainsi un « abandon des territoires pour remplir des Bordeaux-Paris ».

Afin de poursuivre la lutte, Jean-François Dauré n'exclut pas une mobilisation à Bordeaux mercredi, en marge de la réunion avec la SNCF. Et dit réfléchir à d'autres modalités d'actions afin de maintenir la pression.

Trois papas, une maman...

« Jevais vous raconter une petite histoire...» Candidat à la présidence de Grand-Cognac, jeudi soir, Dominique Souchaud a audacieusement filé la métaphore entre la naissance de l'Agglo et celle du petit Jésus! Lors de la gestation, l'un des « papas », Christian (Vignaud, président de la CdC du Rouillacais) « n'a pas souhaité aller jusqu'à l'accouchement », mais il en restait trois, « Michel (Gourinchas), Annick-Franck (Martaud) et Jean-Paul (Zucchi) » et une maman, « Véronique (Marendat) ». Mi-



Dominique Souchaud. PHOTOPH.M.

chel est devenu le « papa officiel ». « Au risque de surprendre, je vous dis merci. Grâce à votre travail, nous sommes loin d'être un champ de ruines », lance Dominique Souchaud, qui prend le contre-pied d'une phrase de Jérôme Sourisseau. Lequel se retrouve qualifié dans son histoire « d'Hiscariote », comprenez Judas. . . Voilà qui ne manque pas de sel, tant le conteur du soir a vilipendé Michel Gourinchas par le passé. La crise, ça soude les familles!

Un phénix nommé Royer

La crise à l'Agglo de Cognac aura au moins fait un heureux! Elle aura permis à Jérôme Royer de retrouver une place de prestige. L'ancien maire de Jamac a bouté hors de sa vice-présidence Lilian Jousson. Une « proie » plus facile, parce que fragilisée par son passé de président du Sivom du Cognaçais? Non, cela n'a rien de personnel, assure Jérôme Royer. Il s'intéressait à sa commission logement et politique de la Ville, des enjeux majeurs selon l'élu jamacais. « Jevais regarder les dossiers en cours. Il faut aussi que l'on innove », glisse Jérôme Royer. On

imagine combien certains collègues vont être ravis de le retrouver dans la course.

Trou de souris

Le 19 janvier, Michel Gourinchas avait été élu avec 68 voix sur 96 à la présidence de Grand-Cognac. Jeudi soir, Jérôme Sourisseau n'a recueilli que 53 voix. Sur 95 votants, seulement 67 se sont exprimés, dont 2 qui ont voté pour. . . Michel Gourinchas. Il y a eu 16 abstentions et 12 votes blancs. Une façon silencieuse de rappeler au nouveau président que sa majorité reste potentiellement limitée. Du côté de Grand-Cognac, beaucoup n'ont pas goûté l'épisode qui l'a propulsé à la tête de l'Agglo.

Ce qui se trame en coulisses à Grand-Cognac

POLITIQUE La crise à l'Agglo génère des répercussions en cascade. Eclairage sur des sujets dont on reparlera sans doute

PHILIPPEMÉNARD p.menard@sudouest.fr

ls'est passé beaucoup de choses, ces derniers jours, dans les coulisses de Grand-Cognac. Décryptage.

Cognac joue la carte de la politique de la ville

Michel Gourinchas a perdu la bataille de la dotation de solidarité communautaire (DSC). Sa commune voit s'évanouir à terme 720 000 euros par an. Comment limiter les dégâts? Président de l'Agglo, il assumait une carte collective. « J'ai été solidaire jusqu'au bout, jusqu'à ne plus être président. » Redevenu « maire de Cognac à 200% », il est prêt à défendre chèrement les intérêts de sa ville.

L'un des atouts dans sa manche se nomme « politique de la ville ». Elle entre dans les compétences de l'intercommunalité, mais c'est bien Cognac qui est concerné, à travers le quartier de Crouin. « Cela entraîne des obligations. Même quand il n'y a pas de DSC, il faut que la ville-centre en perçoive une », a découvert le maire de Cognac.

Faute de négociation, il pense pouvoir faire retoquer la formule actuelle au contrôle de légalité. Le calcul doit intégrer parmi les critères le revenu par habitant. Le montant attribué à Cognac s'en trouverait réévalué à la hausse. D'autres communes seraient gagnantes. Ce la signifierait aussi que des voisins plus aisés – Saint-Brice ou Châteaubernard par exemple – verraient leur enveloppe rabotée. Cela ne plairait pas à tout le monde...« Lo giquement, cela avantage un peu la ville-centre. Cela correspond, d'une certaine façon, aux charges



Michel Gourinchas songeur, jeudi soir. Il redevient maire de Cognac « à 200 % ». PHOTO DONATHANGUÉRIN

de centralité », considère le maire de Cognac.

2 La sortie de l'Agglo reste à l'étude, par curiosité...

Le 4 décembre dernier, l'Amicale des maires de l'ex-CdC de Cognac décidait d'étudier une sortie de l'Agglo. Grand-Cognac sans Grand-Cognac! L'hypothèse a pris du plomb dans l'aile: le préfet a envoyé une fin de non-recevoir. Pourtant, l'Amicale réunie mercredi soir a maintenu le principe d'étudier la question.

Pourquoi persister dans ce qui s'apparente à un chiffon rouge pour les autres territoires? Difficile en effet de construire avec des élus tentés par le divorce...« On sait que les voies légales sont très étroites, qu'il n'y a guère possibilité de sortir », admet Lilian Jousson, le président de l'Amicale.

Ce dernier expose une autre motivation : « L'une des missions de l'Amicale est d'apporter un soutien et des conseils à ses membres. Nos conseils municipaux nous demandent des explications, certains élus souhaitent que l'on sorte de l'Agglo. Nous avons besoin de réponses juridiques, d'un éclairage, pour nous et pour eux.» Il réfute l'image d'une « réunion de comploteurs » qui a circulé parmi leurs collègues des autres territoires. « L'Amicale existe depuis 1982, elle a permis de résoudre bien des dossiers dans un cadre informel.» À quand, donc, une Amicale de l'Agglo pour se réconcilier autour d'un verre?

3 Où l'on reparle des « communes nouvelles »

Parmi les sujets abordés lors de cette réunion informelle, il y a celui des communes nouvelles. La Charente a été plutôt frileuse pour l'instant. Dans le Cognaçais, seules cinq communes ont franchi le pas pour se fondre dans Bellevigne. La question reviendra sur la table, notamment pour les petites communes qui ont du mal à joindre les deux bouts.

« Il vaut mieux avoir une réflexion en amont. On sent bien que c'est le vent de l'histoire. Certains élus disent d'ailleurs que l'on aurait dû commencer par ça, avant de fusionner les territoires », observe Lilian Jousson. L'Amicale va demander un éclairage juridique via l'Association des maires de Charente. « Cela va de deux, trois, pourquoi pas jusqu'aux 14 communes de l'ex-CdC de Cognac », note Lilian Jousson. Des CdC qui sont devenues une commune pour exister dans une Agglo, cela s'est vu ailleurs, par exemple dans le Maine et-Loire. Les maires souhaitent en tout cas en savoir plus d'ici le renouvellement en 2020.

4 Un message rassurant pour le personnel de l'Agglo

Dans une interview à «Sud Ouest», en avril 2016, Jérôme Sourisseau affirmait qu'il ne voulait pas d'une « "technostructure" qui prenne les décisions à la place des élus » à Grand-Cognac. Le voilà président de l'Agglo. « Il faut que les personnels soient rassurés. Je n'ai pas en tête de tout déstabiliser », confietil aujourd'hui. Le directeur général des services, Dominique Segalen, reste en place. L'Agglo va pouvoir songer à se stabiliser. Sauf nouveau coup de théâtre.

Les lycéens défendent les animateurs culturels

ÉDUCATION La Maison des lycéens de Jean-Monnet organise un « débrayage » d'une heure, lundi de 13 à 14 heures. L'association s'engage contre la réforme du rôle des animateurs culturels. En lisant « Sud Ouest », vendredi 8 décembre, les lycéens ont découvert que les postes allaient être réduits et dispersés dans toute la Nouvelle-Aguitaine. avec desmissions portant sur l'orientation ou l'aide aux devoirs autant que la culture. « Pour nous, les animateurs culturels ont un intérêt monumental. Ils nous aident à réaliser de multiples projets. On a besoin d'eux », témoigne Raphaël Vernine, président de la Maison des lycéens. Desmouvements similaires doivent avoir lieu dans d'autres lycées, notamment à La Rochelle, Surgères (17), Rochefort, Poitiers ou Niort, Le même jour, la question des animateurs culturels sera posée dans le cadre d'une mobilisation des agents du Conseil régional, à Bordeaux.

CHÂTEAUBERNARD

La bande des Jardins et ses cadeaux écolos



Marie Billondeau (à gauche), Rémi Marcotte (à droite) et la joyeuse bande des Jardins. PHOTO S. B.

Lavégétation sommeille dans le potager de l'association Les Jardins respectueux mais les petites mains continuent à s'affairer et les neurones à s'agiter. Le triste sort réservé aux chutes... de douelles n'était plus acceptable : alimenter le brasier tandis que les dômes tout de douelles et géodésiques fleurissaient au jardin pour accueillir banque de graines, poulailler, cultures. Alors, pour les fêtes de Noël, depuis trois ans, elles deviennent sapins et étoiles.

À Boutiers aujourd'hui

Ajouter à cela une récolte fructueuse de calebasses lors de la dernière Fête de la courge (2 500 personnes accueillies au jardin) et la patte artistique de Marie Billondeau qui transforme les belles en petits personnages attachants, quelques confitrouilles (confitures à base de courges), la joyeuse bande du jardin propose des cadeaux originaux de Noël (05 45 80 81 15 ou 06 12 16 44 94) à la demande.

Devant le succès rencontré au marché de Bassac, l'association sera de la fête au marché de Noël de Boutiers (vignerons bios Brard Blanchard, 1 chemin de Routreau) aujourd'hui et Marie y animera un atelier de décoration de calebasses.

Rémi Marcotte qui veille sur le jardin se prend alors à rêver l'an prochain d'un Noël en douelles dans les rues de Cognac, un Noël écoresponsable où serait associé le tissu humain de la ville (associations, comité de quartier, écoles etc.). Les ânes Cachou et Souris arpenteraient les rues tout de rennes. Oreilles citadines, soyez tout ouïe, l'appel est lancé.

Sandra Balian

CHÂTEAUBERNARD

Secours populaire. Il reçoit le public aujourd'hui de 10 h à 12 h (boutique solidaire ouverte à tous et aide alimentaire). Locaux implantés dans l'ancienne crèche, résidence du Hameau des Meuniers, rue Jean-et-Pierre-Bienassis (Bât D, entrée A1). Prendre la direction du complexe sportif Jean-Monnet, la résidence est située en face. Tél. 06 80 40 36 87. **Trois randonnées à vélo.** L'AS Verriers cyclotourisme organise trois randonnées à vélo ce dimanche. Départ à 9 h devant l'usine Verallia. Le parcours de 54 km se scinde des deux autres au niveau de Colombier; les circuits de 64 et 75 km prennent chacun une autre direction à hauteur de Courcoury.